

Présentation de l'Association

ANNE BOIVENT



Une Association privée à but non lucratif (Loi 1901) créée en 1998 « **qui a pour but de faire vivre, d'accompagner toutes les personnes en situation de handicap, âgées, en situation de fragilité, en tenant compte de leur histoire et de leur environnement** » ;

Une Association fondée sur des valeurs partagées : **ouverture, solidarité, engagement, respect**, et investie depuis plus de 20 ans pour garantir un accompagnement de qualité et le respect des droits des personnes qu'elle accompagne au quotidien ;

Une **Association reconnue d'intérêt général** depuis février 2018 ;

Une Association implantée sur les départements d'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne à travers 17 établissements et services médico-sociaux répartis sur 10 sites.

Ce sont aussi **755 salariés** en CDI (au 31/12/2022) au service de **980 personnes accompagnées** (personnes âgées ou personnes en situation de handicap, dont 950 en établissements).

Un siège implanté Boulevard de la Chesnardière à Fougères.



Présentation de l'Établissement

Nous vous souhaitons la bienvenue et sommes heureux de vous accueillir à

L'EHPAD de Pontmain



L'EHPAD de Pontmain propose 83 places en hébergement permanent dont 3 chambres doubles.

L'établissement s'est donné pour missions d'accueillir, d'accompagner et de répondre aux attentes et besoins des personnes âgées de plus de 60 ans (- 60 avec dérogation) dans le but de maintenir leur autonomie.

Les prestations sont proposées en respectant le libre-choix du résident, en cherchant systématiquement son consentement éclairé, en l'informant sur son accompagnement, et en veillant à sa compréhension.



Les frais de séjour sont répartis en trois volets :

- Le tarif hébergement (à la charge du résident ou de sa famille. Aides possibles : APL ou Aide Sociale)
- Le tarif dépendance (en partie financé par le conseil départemental de la Mayenne)
- Le tarif soins (pris en charge par l'assurance maladie, il dépend de la dotation globale fixée par l'ARS Pays de la Loire)

Présentation du Bâtiment



LE BÂTIMENT

Le bâtiment, ouvert en 1897 comme hospice est intégré à l'Association en 2000.

L'établissement est situé au cœur du village, bénéficiant d'un accès aux commerces avec une voirie adaptée, et d'une vue sur la basilique qui fait la renommée de la commune.

Chaque étage comprend un espace détente composé d'un téléviseur et d'une salle de bain commune.

Les chambres disposent du mobilier suivant : un lit médicalisé, une table, une chaise, un fauteuil, une table de nuit avec la possibilité de personnaliser votre espace de vie, contribuant à votre bien-être.

Un accès WIFI est disponible.

Les résidents peuvent également profiter d'un espace extérieur composé d'un parc animalier.



Le bâtiment dispose également d'un salon de coiffure, d'une chapelle, ainsi qu'un espace pour accueillir les familles lors des repas.

Les services

L'EHPAD de Pontmain est constitué de 4 étages



1^{er} étage

La capacité d'accueil totale est de 25 places.

- 1 chambre double
- 23 chambres simples

2^{ème} étage

La capacité d'accueil totale est de 24 places.

- 1 chambre double
- 22 chambres simples



3^{ème} étage

La capacité d'accueil totale est de 25 places.

- 1 chambre double
- 23 chambres simples

4^{ème} étage

La capacité d'accueil totale est de 11 places.

- 11 chambres simples



Les prestations

Hébergement, accompagnement, soins et autres prestations proposées dans l'établissement



Hébergement

Accueil hôtelier

Chambres meublées, personnalisables, équipées d'un cabinet de toilette et pour certaines d'une douche.

Blanchisserie

Fourniture du linge hôtelier et entretien du linge personnel à la buanderie centrale de Paron. Dans ce cas, le marquage du linge est obligatoire et est réalisé par l'établissement.

Restauration

Repas réalisés sur site par l'équipe de restauration avec application des régimes prescrits par le médecin, texture adaptée aux spécificités des usagers, intervention d'une diététicienne pour la réalisation des menus, possibilité pour les proches de partager un repas au sein de l'établissement.

Télévision

Un écran est situé dans chaque étage et chaque chambre est munie d'une prise d'antenne où un téléviseur personnel peut être installé.



Accompagnement

Projet personnalisé d'accompagnement (PPA)

Co-construit avec vous et votre famille, ayant pour but de définir ensemble des objectifs d'accompagnement selon vos souhaits, besoins et capacités en privilégiant l'autonomie.

Equipe aumônerie

Propose des visites régulières si vous le souhaitez et participe à la mise en place des rediffusions de la messe de la basilique de Pontmain.

Les prestations

Hébergement, accompagnement, soins et autres prestations proposées dans l'établissement



Soins et suivi thérapeutique

Suivi de l'état de santé et soins courants

Consultations assurées par des médecins et spécialistes intervenant au sein de l'établissement ou à l'extérieur. Suivi assuré par les infirmiers.

Traitements médicamenteux

Préparation des médicaments en officine sous forme de préparation des doses administrées (PDA) afin de sécuriser le circuit du médicament.



Autres prestations

Le bien-être

Intervention de la coiffeuse de Pontmain une ½ journée par semaine.

Les activités

De nombreuses activités ponctuelles ou régulières : cuisine, médiation animale, activités sportives, ateliers musicaux, art plastique.

Le culte

Des célébrations et animations sont proposées en fonction des temps forts de l'année (Noël, Pâques).

Le personnel



L'accueil est ouvert
de 9h à 12h30
et de 13h à 17h du
lundi au vendredi



Le **Directeur d'établissement**, le **cadre infirmier** et l'**assistant de direction** veillent à ce que toutes les formalités exigées par la réglementation en vigueur soient respectées. Ils coordonnent l'activité des divers services. Ils sont responsables de la **sécurité des résidents** et du **personnel de l'établissement**.



Le psychologue

Il intervient auprès de vous, de votre famille et des équipes pour écouter, soutenir et accompagner.



Les aides-soignants, aides-médico-psychologiques et agents de soins

Ils vous aident à maintenir votre autonomie et vous accompagnent dans les actes de la vie quotidienne.



L'ergothérapeute

Il assure vos prises en charge spécifiques selon vos besoins et en fonction des prescriptions médicales.

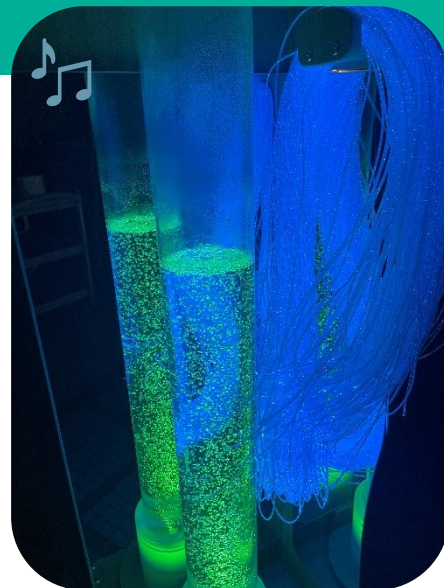


Le personnel

Témoignage sur une séance Snoezelen accompagnée de sa colonne à bulles avec un résident et Fanny la psychologue :

– Mr L : « C'est joli votre truc ! » ; « C'est beau quand ça change de couleurs » ; « Ça rappelle des souvenirs : j'allais souvent à la piscine »

– Fanny : « La séance Snoezelen a permis à Mr L de se livrer plus facilement sur ses ressentis. Il semble plus détendu à la fin de la séance. »



L'animateur

Il dynamise la vie sociale de l'établissement, organise et conduit des projets visant à votre épanouissement et votre bien-être, il coordonne la participation des intervenants extérieurs et des soignants.



Le gouvernant

Il exerce une fonction polyvalente d'intendance dans l'organisation quotidienne de votre cadre de vie. Il manage l'équipe d'hôtellerie.



Les veilleurs de nuit

Ils assurent une présence et une réponse à vos besoins la nuit.



Les infirmiers

Ils font le lien entre vous et les médecins traitants. Les infirmiers sont présents quotidiennement et dispensent des soins de nature préventive, curative et/ou palliative



Données médicales

Toutes les informations médicales vous concernant sont répertoriées dans un dossier médical individuel. Ces données sont protégées par le secret médical.

Vous pouvez accéder aux informations contenues dans votre dossier médical, dans les conditions prévues par la loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.

La communication des données médicales est possible par l'intermédiaire d'un praticien que vous, ou votre représentant légal, aurez désigné à cet effet.

L'information relative à votre prise en charge est protégée par le secret professionnel auquel est tenu l'ensemble des professionnels sociaux, soignants, administratifs.

Vous avez accès, sur demande auprès du directeur de l'établissement, à toute information concernant votre prise en charge.

Traitement des données à caractère personnel

En signant le contrat de séjour, les signataires autorisent l'Association Anne Boivent à collecter, enregistrer et stocker des données personnelles qui ne seront traitées et utilisées que dans la mesure de ce qui est nécessaire à l'exécution de ce contrat, à l'accomplissement par l'Association des obligations qui lui incombent. Ces données sont conservées aussi longtemps que les obligations légales ou réglementaires l'exigent.

En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des articles 12 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016, les signataires bénéficient de droits d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou de limitation de leur utilisation. Les signataires peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement sauf obligations légales ou sauvegarde des intérêts vitaux du résident. Le contrat de séjour précise comment ces droits peuvent être exercés.

Respect du libre choix

Dans le cadre de votre accompagnement, vous avez la liberté de choisir vos intervenants extérieurs médicaux, paramédicaux ou autres prestataires qui vous sont nécessaires : pédicure-podologue, coiffeurs ...

Bienveillance et éthique

Soucieuse d'améliorer constamment la qualité d'accompagnement, l'Association dispose d'une Commission Ethique et Bienveillance que vous pouvez saisir en vous adressant au directeur de l'établissement.



N° téléphone visant à lutter contre les maltraitances envers les personnes vulnérables : adultes en situation de handicap ou de précarité et personnes âgées.

3133

N° téléphone
Allo enfance en danger
119

En cas de réclamation ou de non-respect de vos droits

Un registre de réclamation et de satisfaction est mis à disposition des résidents et de leurs familles au secrétariat de chaque établissement. Chacun peut y faire part de ses remarques et de ses propositions d'amélioration.

En cas de réclamation ou de non-respect de vos droits (loi 2002-2 du 20 janvier 2002), vous pouvez contacter le directeur de l'établissement.

Par ailleurs, si vous rencontrez un litige et qu'aucune solution amiable n'a pu être trouvée, deux recours sont possibles :

La personne qualifiée

Elle peut vous accompagner pour faire valoir vos droits. Une liste, établie par les autorités départementales, est affichée à l'accueil avec les modalités de contact.

Elle intervient dans les domaines liés au fonctionnement de l'établissement, au respect des droits des usagers, à l'accès aux prestations et au traitement des réclamations.

Le médiateur de la consommation

Vous avez également la possibilité de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation, pour les litiges de nature contractuelle portant sur l'exécution d'un service ou d'un engagement (facturation, prestations non réalisées...).

La saisine du médiateur de la consommation devra s'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la réclamation écrite adressée à l'établissement :

- soit en complétant le formulaire prévu à cet effet sur le site internet de l'AME CONSO :

www.mediationconso-ame.com

- soit par courrier adressé à **l'AME CONSO, 197 Boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS**

Conformément à l'article L611-4 du Code de la consommation, les litiges liés à des questions médicales ou relatives aux soins ne relèvent pas de la compétence du médiateur de la consommation.

Conseil de Vie Sociale

Le Conseil de Vie Sociale est composé de représentants des personnes accompagnées, des familles, des professionnels, de l'organisme gestionnaire et de la direction, et d'autres représentants en fonction de l'établissement. C'est une instance qui se réunit au moins 3 fois par an avec pour objectif d'améliorer la qualité de vie et le service rendu par l'établissement.

Au CVS, on parle

- De la révision ou l'écriture du projet d'établissement
- Du règlement de fonctionnement
- Du livret d'accueil
- De la qualité et la lutte contre la maltraitance
- De la participation et des droits et libertés des personnes accompagnées
- De l'animation et des prestations proposées
- Du projet et des travaux
- De l'organisation intérieure et de la vie quotidienne

Le CVS est entendu lors de la procédure d'évaluation.

Au CVS, ne parle pas

- Des situations personnelles
- Si on doit parler de quelqu'un en particulier, cela doit rester secret
- Son nom ne doit pas être écrit dans le compte-rendu

***Usagers ou familles,
n'hésitez pas à faire appel
à vos représentants !***

Article 1^{er} | Principe de non-discrimination

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

Article 2 | Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté

La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

Article 3 | Droit à l'information

La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandé ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine.

La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

Article 4 | Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

1° La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;

2° Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.

3° Le droit à la participation directe ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement.

Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique.

La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

Article 5 | Droit à la renonciation

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines.

Article 6 | Droit au respect des liens familiaux

La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin. Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

Article 7 | Droit à la protection

Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes.

Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

Article 8 | Droit à l'autonomie

Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées.

Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et, lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

Article 9 | Principe de prévention et de soutien

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.

Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

Article 10 | Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie

L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

Article 11 | Droit à la pratique religieuse

Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

Article 12 | Respect de la dignité de la personne et de son intimité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti.

Hors la nécessité exclusive et objective de la réalisation de la prise en charge ou de l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.